

# Éditorial : l'état en crise?

Autor(en): **Cevey, Jean-Jacques**

Objektyp: **Preface**

Zeitschrift: **Le messager suisse : revue des communautés suisses de langue française**

Band (Jahr): **36 (1990)**

Heft 17

PDF erstellt am: **10.08.2024**

## **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

## **Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.





## Notre couverture



Etant donné son découpage extrême, la Suisse est une terre ingrate pour les artistes; nombre de leurs œuvres ne touchent qu'un public limité. Notre illustration: Alice Bailly (1872-1938). Détail de «La toilette», vers 1918. Huile sur toile. Propriété de la Confédération. (Photo: Rolf Schlaefli)

Le « Messenger Suisse » (7 numéros par an).

### Editeur :

Fédération des Sociétés Suisses de Paris.

### Directeur de la publication :

Pierre Jonneret.

### Rédaction :

Francine Bruhin.

### Administrateur :

Willy Brossard.

### Comité de rédaction :

Nicole Bodmer, Florence Piguët, Philippe Alliaume, André Grasset, Edmond Leuba, Robert Haas, Alain Marie, Willy Brossard, Philippe Brochard, Pierre Jonneret, Francine Bruhin.

Abonnement : F 140.- (France métropolitaine) et F 150.- (Dom-Tom et autres pays).

Abonnement de soutien à partir de F 170.-

### « Messenger Suisse »

#### Siège social :

10, rue des Messageries  
75010 Paris  
Tél. : 45.23.29.57  
Telefax : 47.70.13.29

Service des abonnements  
D.I.P.

70, rue Compans  
75940 PARIS Cedex 19  
Tél. : 42.00.33.05

Publicité : s'adresser directement au siège.

### Imprimeur :

Tschumi-Taupin, 24, rue de Dammarie,  
77000 MELUN - Tél. : 64.39.37.07

Dépôt légal 1<sup>er</sup> trimestre 1990 - N° 17  
(Commission paritaire n° 62679).

Le « Messenger Suisse » n'est pas vendu au numéro mais par abonnement. Pour vous abonner adressez-vous au service des abonnements (voir ci-dessus).

## Editorial

# L'Etat en crise?



D'autres pays, parfois voisins du nôtre, ont leurs affaires. Délits d'initiés, trafic d'influence, alimentation suspecte de caisses de partis politiques, vente d'armes dans l'illégalité, etc. Nos médias se font l'écho quasi fugitif de ces scandales éclatés et souvent bientôt étouffés, sans manifester beaucoup d'étonnement. . . Et voici que, soudain, la tempête politico-médiatique se déchaîne dans le petit monde helvétique. C'est le drame personnel d'une conseillère fédérale contrainte à la démission pour un malheureux coup de téléphone, mais en réalité précipitée dans l'abîme par un époux guère soucieux des effets de certaines de ses relations douteuses sur la carrière politique de sa femme.

Plus que le comportement de celle-ci, c'est bientôt le fonctionnement du Ministère public fédéral qui suscite la curiosité et la critique de la classe politique, alertée par des moyens d'information souvent portés à la vocation inquisitoriale par trop de réserve et de retard dans l'information officielle.

La Commission parlementaire d'enquête (CEP) a, par son rapport, conféré à ces affaires leur dimension réelle et a pu souligner qu'en ces circonstances difficiles, les rouages institutionnels ont pu fonctionner sans qu'il résultât des faits révélés une crise de l'Etat.

Mais le rapport de la CEP a mis le doigt sur l'usage sans doute excessif des fichiers dans divers secteurs de l'administration publique. Dès lors, on a assisté à une débauche de révélations sur l'existence de multiples classements de renseignements personnels, notamment au Ministère public de la Confédération et au DMF.

Il n'en a pas fallu plus pour que, cultivant l'allusion haineuse et l'insinuation perfide, certains contempteurs de notre système d'inspiration libérale s'emploient à faire passer notre démocratie helvétique pour l'un de ces régimes inquisitoriaux et liberticides qui, d'extrême-gauche ou d'extrême-droite, ont inquiété et meurtri notre monde au cours du dernier demi-siècle.

Notre Suisse, menacée dès la montée du fascisme et de l'hitlérisme par l'espionnage et l'activisme anti-démocratique, a été à nouveau, dès la fin de la dernière guerre mondiale et le temps de la guerre froide, le terrain de menées subversives comparables, bien qu'inspirées souvent par d'autres idéologies extrémistes. Sa réputation de place financière, son régime de libertés, sa qualité de neutre en ont fait un véritable carrefour, terrain éminemment favorable à des agissements douteux et difficilement contrôlables, ceux des espions et des trafiquants de toute nature. Que, dans cette situation, des fonctionnaires aient été poussés à collectionner les renseignements et à développer des fichiers qui, aujourd'hui, apparaissent démesurés, il n'y a rien là de très étonnant.

Faut-il crier au scandale? Non. D'autant moins qu'il n'est pas établi qu'un usage abusif, voire liberticide, ait été fait de ces fichiers, à l'encontre de citoyens parfaitement honnêtes et dignes de confiance.

La Suisse n'est pas la seule démocratie occidentale où les services publics usent de fichiers pour lutter contre le crime, le terrorisme, l'espionnage, la trahison ou toutes tentatives déstabilisatrices. Il convient, certes, de mieux définir les critères de récolte et d'utilisation de ces renseignements, dans le sens d'une bonne protection de l'individu. Mais il serait déraisonnable, voire coupable, de négliger pour autant de nous prémunir contre les actes des ennemis de l'Etat et de la société dans laquelle nous avons choisi de vivre.

Jean-Jacques Cevey, Conseiller national, Vice-Président de l'OSE

## Sommaire



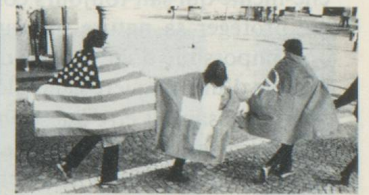
Forum:  
L'art et le commerce **4**

La Suisse et les bouleversements en Europe de l'Est **10**

Les fiches du Ministère public de la Confédération **11**

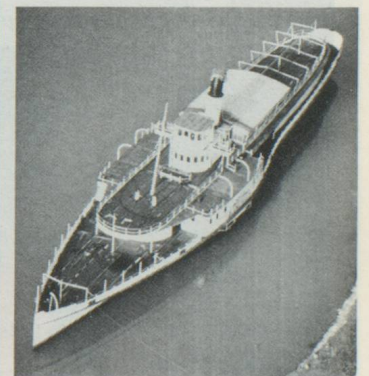
Pages couleurs  
Nouvelles locales **I à XII**

Mosaïque **13**



Un nouvel album de photos sur la Suisse **17**

700 ans **19**



Le bateau à vapeur «Blümliisalp» **20**

Communications du SSE **21**

Communications officielles **22**